COMMUNE D'ESSERT-ROMAND

HAUTE-SAVOIE

REFECTION DE TOITURE

65, Route de Thonon
74110 ESSERT ROMAND

Cahier des Clauses Administratives Particulières

Procédure de consultation : procédure adaptée avec publicité et mise en concurrence
(Article 27 du décret 2016-360 du 25 mars 2016)

Le présent C.C.A.P. contient 23 pages numérotées de 1 à 23

SOMMAIRE

1. OBJET DU MARCHÉ - DISPOSITIONS GÉNÉRALES - INTERVENANTS	4
1.1. Objet du marché - Emplacement des travaux - Domicile de l'Entrepreneur	4
1.2. Tranches et lots	4
1.3. Maîtrise d'œuvre	4
1.4. Contrôle technique	4
1.5. Coordonnateur de Sécurité	4
1.6. Ordonnancement Pilotage Coordination (OPC)	4
1.7. Sous-traitance	4
1.8. Notifications par échanges dématérialisés ou sur supports électroniques	5
2 PIÈCES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ	5
2.1. Pièces constitutives	5
2.2. Date d'application et d'opposabilité des textes	6
3 PRIX ET MODE D'ÉVALUATION DES OUVRAGES - VARIATION DANS LES PRIX - RÉGLEMENT DES COMPTES	6
3.1. Répartition des paiements	6
3.2. Tranche conditionnelle	6
3.3. Contenu des prix – Mode d'évaluation des ouvrages –Règlement des Comptes	6
3.4. Variation dans les prix	8
3.5. Paiements des cotraitants et des sous-traitants éventuels	8
3.6. Délais de règlement	8
3.7. Procédure de constatation de la conformité des prestations	9
3.8. Intérêts moratoires	9
3.9. Intérêts forfaitaire	9
4 DELAI D'EXÉCUTION - PENALITÉS ET PRIMES	9
4.1. Délai d'exécution des travaux	9
4.2. Prolongation des délais d'exécution	10
4.3. Pénalités pour retard dans l'exécution - Primes d'avances - Autres primes	11
4.4. Repliement des installations de chantier et remise en état des lieux	12

5	CLAUSES DE FINANCEMENT ET DE SURETE	12
5.1	Retenue de garantie	12
5.2	Avance	13
6	PROVENANCE, QUALITE, CONTROLE ET PRISE EN CHARGE DES MATERIAUX ET PRODUITS	13
6.1	Provenance des matériaux et produits	13
6.2	Caractéristiques, qualités, vérifications, essais et épreuves des matériaux et produits	13
6.3	Mentions « ou équivalent »	13
7	PREPARATION, COORDINATION ET EXECUTION DES TRAVAUX	13
7.1	Ordres de service	13
7.2	Période de préparation - Programme d'exécution des travaux	14
7.3	Plans d'exécution - Notes de calculs - Etudes de détail	14
7.4	Organisation, sécurité et hygiène des chantiers	15
7.5	Mesures d'ordre social - Application de la réglementation du travail	16
7.6	Exécution des travaux - Rendez- vous de chantier - Réunion de sécurité	18
8	CONTROLE ET RECEPTION DES TRAVAUX	18
8.1	Essais et contrôles des ouvrages en cours de travaux	18
8.2	Réception	19
8.3	Prise de possession anticipée de certains ouvrages ou parties d'ouvrages	19
8.4	Documents fournis après exécution	19
8.5	Délai de garantie	19
8.6	Garanties particulières	19
8.7	Résiliation pour motif d'intérêt général	19
9	DEPENSES D'INTERET COMMUN - COMPTE PRORATA	19
9.1	Définition	19
9.2	Personne chargée de la tenue du compte prorata	19
9.3	Comité de contrôle	20
9.4	Recettes du compte prorata	20
9.5	Dépenses du compte prorata	21
10	DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX	23

OBJET DU MARCHÉ - DISPOSITIONS GÉNÉRALES - INTERVENANTS

1.1. Objet du marché - Emplacement des travaux - Domicile de l'Entrepreneur

1.1.1. Les stipulations du présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (C.C.A.P.) concernent :

REFECTION DE TOITURE
65, Route de Thonon – 74110 ESSERT ROMAND

1.1.2. La description des ouvrages et prestations et leurs spécifications techniques sont indiquées dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières (C.C.T.P.) et dans les documents qui lui sont annexés.

1.1.3. A défaut d'indication dans l'acte d'engagement du domicile élu par l'entrepreneur à proximité des travaux, les notifications se rapportant au marché sont valablement faites en mairie d'Essert Romand, jusqu'à ce que l'entrepreneur ait fait connaître à la personne responsable du marché l'adresse du domicile qu'il aura élu. Elle permet de déterminer le tribunal compétent.

1.2. Tranches et lots

Les travaux sont exécutés en une seule tranche.

Les travaux sont répartis en un unique lot traité par marchés séparés.
La décomposition en lots est la suivante :

01	REFECTION DE TOITURE
----	----------------------

1.3. Maîtrise d'œuvre

La maîtrise d'œuvre est assurée par l'équipe suivante :

- **Maître d'œuvre :**
SARL AMANDINE MILLET
68, contre-allée du Larry
74200 Marin
Tél : 04 50 70 16 73

1.4. Contrôle technique

Pour l'exécution du présent marché, le Maître de l'Ouvrage est assisté d'un contrôleur technique :
En cours de consultation

1.5. Coordonnateur de Sécurité

Le coordonnateur de sécurité désigné par le Maître de l'Ouvrage est :
En cours de consultation

1.6. Ordonnancement Pilotage Coordination (OPC)

La mission OPC est assurée par le Maître d'œuvre

1.7. Sous-traitance

L'entrepreneur titulaire d'un lot est habilité à sous-traiter ses ouvrages, provoquant obligatoirement le paiement direct de celui-ci pour des prestations supérieures à 600 euros.

L'entreprise sous-traitante devra obligatoirement être acceptée et ses conditions de paiement agréées par le Maître de l'Ouvrage.

L'acceptation de l'agrément d'un sous-traitant ainsi que les conditions de paiement correspondantes est possible en cours de marché selon les modalités définies à l'article 3.6 du C.C.A.G. Travaux 2009.

Toute sous-traitance occulte pourra être sanctionnée par la résiliation du marché aux frais et risques de l'entreprise titulaire du marché (article 48 du C.C.A.G. Travaux 2009)

1.8 Notifications par échanges dématérialisés ou sur supports électroniques

a) Si la décision ou l'information fait courir un délai en mois ou en jours :

Dans ce cas les délais commenceront à courir dès réception de l'accusé de réception du titulaire dans les conditions définies à l'article 3.2.1 du CCAG. Si cet accusé n'est pas généré automatiquement par l'application informatique du titulaire, ce dernier devra adresser un courriel valant accusé de réception dans un délai qui ne devra pas excéder 24 heures. Dans le cas où le titulaire n'accuserait pas réception, une copie du courriel lui sera adressée par télécopie et il sera réputé l'avoir reçu 24 heures après la date d'envoi figurant sur le courriel initial du représentant du pouvoir adjudicateur.

b) Si la décision ou l'information fait courir un délai en heures :

Dans ce cas les délais commenceront à courir dès réception de l'accusé de réception du titulaire. Si cet accusé n'est pas généré automatiquement par l'application informatique du titulaire, ce dernier devra adresser un courriel valant accusé de réception dans un délai qui ne devra pas excéder 1 heure. Dans le cas où le titulaire n'accuserait pas réception, une copie du courriel lui sera adressée par télécopie et il sera réputé l'avoir reçu 1 heure après la date d'envoi figurant sur le courriel initial du représentant du pouvoir adjudicateur.

c) En utilisant les fonctionnalités de la plateforme de dématérialisation du pouvoir adjudicateur permettant l'envoi de courrier ou document par voie électronique avec avis de réception et horodatage des échanges.

Dans ce cas, les délais commenceront dès réception de l'accusé de réception par le titulaire de l'échange électronique.

Par réciprocité, la notification au représentant du pouvoir adjudicateur ainsi qu'aux personnes désignées dans les pièces particulières ou générales du marché, des informations ou transmissions du titulaire qui font courir un délai, peut être faite par échanges dématérialisés ou sur supports électroniques dans les mêmes conditions que celles décrites ci avant.

2 PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE

2.1 Pièces constitutives

Les pièces contractuelles du marché sont les suivantes, par ordre de priorité :

- L'Acte d'Engagement (A.E.), dont l'exemplaire conservé dans les archives du Maître de l'Ouvrage fait seul foi, et ses éventuelles annexes, dans la version résultant des dernières modifications éventuelles, opérées par avenant ;
 - o la mise au point du marché éventuelle ;
 - o les actes d'agrément des sous-traitants éventuels ;
 - o Les avenants éventuels ;
- Le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (C.C.A.P.), commun à tous les lots dont l'exemplaire conservé dans les archives du Maître de l'Ouvrage fait seul foi
- Le calendrier d'exécution des travaux qui sera remplacé par le calendrier détaillé d'exécution à l'issue de la période de préparation.
- Le cahier des clauses techniques particulières (C.C.T.P.), et ses annexes :
 - o Un devis descriptif comprenant une partie commune à tous les lots et une partie propre à chacun d'entre eux ;
 - o les plans
 - o les diagnostics divers,

o etc.

- Le Cahier des Clauses Administratives Générales (C.C.A.G. Travaux 2009) applicable aux marchés publics de travaux (C.C.A.G. 09) dans sa dernière version
- Le Cahier des Clauses Techniques Générales (C.C.T.G.) applicable aux marchés publics de travaux
- La décomposition du prix global et forfaitaire. Cette décomposition n'est contractuelle qu'en ce qui concerne les prix unitaires qui servent de référence pour le règlement des travaux modificatifs éventuels

Pour ce qui est des pièces générales, elles ne sont pas jointes au dossier, le soumissionnaire étant censé les connaître.

2.2 Date d'application et d'opposabilité des textes

Les documents applicables sont ceux en vigueur au premier jour du mois de mars 2018.

Lorsqu'un texte est d'application immédiate du fait de la réglementation :

- Le représentant du pouvoir adjudicateur pourra, si cela est possible, décider de ne pas l'appliquer ;
- S'il choisit de l'appliquer à l'opération en cours, le titulaire aura droit à l'indemnisation des incidences éventuelles générées par cette application.

3 PRIX ET MODE D'EVALUATION DES OUVRAGES - VARIATION DANS LES PRIX - REGLEMENT DES COMPTES

3.1 Répartition des paiements

L'Acte d'Engagement et ses avenants éventuels indique ce qui doit être réglé respectivement à l'Entrepreneur titulaire et à ses sous-traitants ou à l'Entrepreneur mandataire, à ses cotraitants et à leurs sous-traitants.

3.2 Tranche conditionnelle

Sans objet.

3.3 Contenu des prix – Mode d'évaluation des ouvrages –Règlement des Comptes

3.3.1 Caractéristiques des prix pratiqués

Les prix du marché sont hors T.V.A. et seront établis en tenant compte :

- des sujétions qu'est susceptible d'entraîner l'exécution simultanée des différents lots visés au 1-2 ci-dessus ;
- des dépenses communes de chantier suivant annexe n° 1 au présent C.C.A.P.
- des dépenses résultant de l'application de la notice S.P.S.

Aucune prestation ou sujétion ne pourra faire l'objet d'un supplément si elle n'est pas reconnue par le Maître d'œuvre comme complémentaire au programme prévu et si elle ne fait pas l'objet de la procédure définie à l'article 8-14 du présent C.C.A.P.

Les ouvrages ou prestations faisant l'objet du marché seront réglés par un prix global forfaitaire. L'entrepreneur doit vérifier les quantités avant de remettre son prix forfaitaire et de signaler au Maître d'œuvre toute anomalie ou insuffisance qui paraîtrait dans le programme prévu. Le devis descriptif définit pour le titulaire **la nature des ouvrages et leurs localisations**. Sauf spécifications particulières, le titulaire reste maître des moyens et techniques à employer et devra par conséquent tous les travaux de sa compétence que sa profession nécessite et qui sont indispensables à l'achèvement complet des ouvrages.

3.3.2 Documents concernant les prix à fournir au début des travaux

Pas de stipulation particulière

3.3.3 Règlement des comptes – Paiements

Les projets de décompte seront présentés au Maître d'œuvre conformément aux modèles qui sera remis au titulaire lors de la période de préparation.

Le titulaire présentera au maître d'œuvre chaque mois, un projet de décompte mensuel suivant le modèle prévu. Ce décompte sera établi sur la base des documents contractuels correspondants et conformément aux dispositions générales.

Après achèvement des travaux, le titulaire présentera un projet de décompte final des travaux exécutés décomposant les travaux comme suit :

- 1^{ère} partie : travaux prévus au marché reprenant la décomposition du prix global forfaitaire détaillé ;
- 2^{ème} partie : travaux modificatifs (éventuels) comportant les travaux en moins initialement compris dans le prix global forfaitaire, avec référence aux ordres de service correspondants.

3.3.4 Approvisionnement

Pour l'application de l'article 11.3 du C.C.A.G.Travaux 2009, il est précisé que des acomptes sur approvisionnements sont accordés sous réserve que le bordereau de prix des matériaux et éléments rendus sur le chantier, objet des pièces annexes à la pièce particulière citée article 2 du présent C.C.A.P. ait été fourni à la signature du marché. Les approvisionnements figurant au bordereau des prix du marché peuvent figurer dans les décomptes mensuels.

Les quantités d'approvisionnement pouvant figurer dans un projet de décompte ne pourront excéder les besoins du chantier pour une période de deux mois et devront être conforme aux cadences et au volume des interventions prévues au planning.

A l'appui de tout projet de décompte comportant des approvisionnements, l'entrepreneur ou le sous-traitant doit justifier qu'il a acquis les matériaux et éléments concernés en toute propriété.

Les approvisionnements ne peuvent être pris en compte que s'ils sont lotis de telle manière que leur destination ne fasse aucun doute et qu'ils puissent être facilement contrôlés..

En cas de résiliation, et quelle qu'en soit la cause, les matériaux et éléments approvisionnés ayant fait l'objet d'un acompte deviennent la propriété du Maître de l'Ouvrage et sont pris en compte dans le règlement définitif aux prix définis pour leur approvisionnement par les dispositions du présent marché.

3.3.5 Travaux imprévus

Les travaux imprévus acceptés par le représentant du pouvoir adjudicateur, les travaux seront réglés :

- par référence aux prix unitaires figurant dans la décomposition détaillée du prix global forfaitaire ;
- par des prix librement débattus dans le cas de travaux de nature différente de ceux prévus au marché.

3.3.6 Marchés complémentaires

Conformément à l'article 30-I-7° du Décret 2016-360 du 25 mars 2016, un marché complémentaire sans publicité ni mise en concurrence pourra être passé pour la réalisation de prestations similaires à celles du présent marché.

Lorsqu'un tel marché public est passé par un pouvoir adjudicateur, la durée pendant laquelle les nouveaux marchés publics peuvent être conclus ne peut dépasser trois ans à compter de la notification du marché public initial.

3.4 Variation dans les prix

3.4.1 Type de variation des prix

Le prix est ferme et actualisable.

3.4.2 Mois d'établissement des prix du marché

Les prix du présent marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de mars 2018 ; ce mois est appelé « mois zéro ».

3.4.3 Choix des index de référence

A défaut d'indication par le titulaire, l'index de référence l choisi en raison de sa structure pour l'actualisation des prix des travaux faisant l'objet du marché :

01	REFECTION DE TOITURE	82 % BT34 + 8% BT01
----	----------------------	---------------------

3.4.4 Modalités d'actualisation

L'actualisation est effectuée par application d'un coefficient donné par la formule :

$$C_n = I(d-3) / I(o)$$

Dans laquelle I(o) et I(d-3) sont les valeurs prises respectivement au mois zéro et au mois d-3 par l'index de référence l du marché, sous réserve que le mois de début du délai contractuel d'exécution des travaux soit postérieur de plus de 3 mois au mois zéro.

Par dérogation à l'article 11.6 du C.C.A.G., l'actualisation ne sera appliquée qu'au décompte final de l'opération.

3.4.5 Application de la Taxe à la Valeur Ajoutée

Les montants des acomptes mensuels et du solde sont calculés en appliquant le taux de T.V.A. en vigueur au moment de l'exécution des prestations. Ces montants sont éventuellement rectifiés en vue de l'établissement du décompte général en appliquant le taux de T.V.A. en vigueur lors de l'exécution des prestations.

3.5 Paiements des cotraitants et des sous-traitants éventuels

3.5.1 Modalités de paiement

Pour les sous-traitants, le titulaire joint en double exemplaire, au projet de décompte, une attestation indiquant la somme à régler par le maître de l'ouvrage à chaque sous-traitant concerné ; cette somme tient compte d'une éventuelle révision ou actualisation des prix prévue dans le contrat de sous-traitance et inclut la TVA

Dans le cas d'un groupement solidaire, la signature du projet de décompte par le mandataire vaut acceptation par celui-ci de la somme à payer éventuellement à chacun des entrepreneurs solidaires, compte tenu des modalités de répartition de paiements prévues dans le marché.

Pour les sous-traitants d'un entrepreneur du groupement, l'acceptation de la somme à payer à chacun d'entre eux fait l'objet d'une attestation, jointe en double exemplaire au projet de décompte, signé par celui des entrepreneurs du groupement qui a conclu le contrat de sous-traitance et indiquant la somme à régler par le maître de l'ouvrage au sous-traitant concerné ; cette somme tient compte d'une éventuelle révision ou actualisation de prix prévue dans le contrat de sous-traitance et inclut la TVA

Si l'entrepreneur qui a conclu le contrat de sous-traitance n'est pas le mandataire, ce dernier doit signer également l'attestation.

3.6 Délais de règlement

Conformément à l'article 183 du Décret 2016-360 du 25 mars 2016, le délai global de paiement des sommes dues est de 30 jours à compter de la date de réception de la demande de paiement par le maître d'œuvre.

Le paiement du solde est conditionné par la présentation d'un quitus concernant le compte prorata.

3.7 Procédure de constatation de la conformité des prestations

Sans objet

3.8 Intérêts moratoires

Conformément au décret n° 2013-269 du 29 mars 2013 le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

Les intérêts moratoires courent à compter du jour suivant l'échéance prévue au contrat ou à l'expiration du délai de paiement jusqu'à la date de mise en paiement du principal incluse.

Les intérêts moratoires appliqués aux acomptes ou au solde sont calculés sur le montant total de l'acompte ou du solde toutes taxes comprises, diminué de la retenue de garantie, et après application des clauses d'actualisation, de révision et de pénalisation.

3.9 Intérêts forfaitaire

Le retard de paiement donne lieu, de plein droit et sans autre formalité, au versement de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement, dont le montant est fixé par décret.

4 DELAI D'EXECUTION - PENALITES ET PRIMES

4.1 Délai d'exécution des travaux

4.1.1 Calendrier prévisionnel d'exécution des travaux

A compter de l'ordre de service général prescrivant le commencement des travaux, contresigné par le Maître d'Ouvrage, les travaux tous corps d'états de l'opération visée à l'article 1 **devront être terminés dans un délai de 3 (trois) mois, compris 3 (trois) semaines de préparation**, 21 (vingt et un) jours ouvrables d'intempéries prévisibles durant la période réelle d'exécution des travaux ainsi que les périodes de congés payés.

Les délais d'exécution des travaux de chaque lot s'inscrivent dans le délai d'exécution, conformément au calendrier prévisionnel joint en annexe à l'acte d'engagement. Ils partent de la première intervention du titulaire sur le chantier, et expirent en même temps que sa dernière intervention.

4.1.2 Période de préparation

Par dérogation à l'article 28.1 du C.C.A.G.Travaux 2009, la période de préparation incluse dans le délai d'exécution est fixée à 3 (trois) semaines.

4.1.3 Calendrier détaillé d'exécution

Le calendrier détaillé d'exécution sera établi par le responsable de la mission d'O.P.C. en concertation avec les titulaires pendant la période de préparation du chantier. Il sera ensuite soumis par le maître d'œuvre à l'approbation du représentant du pouvoir adjudicateur dix (10) jours au moins avant l'expiration de la période de préparation visée au 8-1 ci-après. Il est ensuite transmis aux entreprises.

Jusqu'à l'intervention d'un accord entre les titulaires concernés, le calendrier prévisionnel s'applique.

Au cours du chantier et avec l'accord des différents titulaires, le coordinateur O.P.C. pourra être amené à modifier le calendrier d'exécution des travaux. Ces modifications ne doivent entraîner aucune répercussion sur le délai global d'exécution des différents lots. Elles tiennent compte toutefois, le cas échéant, des prolongations de délais résultant de l'application des articles 19.2, 19.3 et 19.4 du C.C.A.G..

Chaque entrepreneur est tenu, pendant le cours du délai d'exécution, de maintenir sur le chantier les personnels, matériels et approvisionnements suffisants, de préchauffer les locaux si nécessaire pour respecter les délais qui lui sont impartis.

Au cas où un retard est constaté dans la cadence d'exécution des travaux, le Maître d'Ouvrage peut, sur proposition du Maître d'Oeuvre ou du Maître de Chantier, mettre en demeure l'entrepreneur :

- d'augmenter le nombre d'ouvriers employés par lui sur le chantier ou dans ses ateliers d'usine ;
- d'affecter au chantier du matériel ou de l'approvisionnement supplémentaire en vue d'augmenter la cadence d'exécution et de rattraper rapidement ledit retard.

A défaut de calendrier d'exécution, le planning prévisionnel visé à l'article 2 sera pris en compte.

4.2 Prolongation des délais d'exécution

En vue de l'application éventuelle de l'article 19 du C.C.A.G., le nombre de journées d'intempéries fera l'objet de constats contradictoires entre le Maître d'Œuvre et le Représentant du titulaire.

En vue de l'application éventuelle du premier alinéa du 19.2.3 du C.C.A.G., le nombre de journées d'intempéries réputées prévisibles est fixé à : 21 (vingt et un) jours

En cours de travaux, si le nombre réel de journées d'intempéries est supérieur au nombre de journées d'intempéries dont il a été tenu compte dans le délai d'exécution, ce délai est prolongé automatiquement et sans avenant d'un nombre de jours égal à la différence entre le nombre réel de journées d'intempéries et le nombre prévu dans le délai.

Sont comptées comme journées d'intempéries pour l'application du présent alinéa les jours où le travail est arrêté, conformément aux dispositions de l'article 4.2.2. du présent C.C.A.P.

4.2.1 A partir du moment où le calendrier d'exécution a été mis au point, l'entrepreneur est tenu de signaler au Maître d'Oeuvre, par lettre recommandée, dans un délai de quinze jours, toutes circonstances ou événement susceptible de motiver une prolongation du délai d'exécution. Toutes justifications nécessaires permettant au Maître d'Oeuvre de reconnaître le bien-fondé des difficultés signalées doivent être fournies.

4.2.2 Pour permettre au Maître d'Ouvrage de constater des journées d'intempéries pouvant donner lieu à prolongation du délai d'exécution, l'entrepreneur doit signaler au Maître d'Oeuvre les journées qui n'ont pas été prévues au calendrier d'exécution et qui répondent aux caractéristiques énoncées ci-après.

Après détermination du nombre de jours ouvrables d'intempéries, le délai sera prolongé du nombre de jours ouvrables correspondant.

Pour l'application des dispositions de cet article, l'entreprise adressera toutes justifications au Maître d'Ouvrage sous le couvert du Maître d'Oeuvre.

Il est précisé, pour le calcul des jours d'intempéries, que :

- Seuls les relevés de la station de météorologie de Chamonix font référence dans la détermination des intempéries.
- Le nombre de jours ouvrables sera pris uniformément égal à 21 jours par mois.
- Il y aura intempérie lorsque la température sera inférieure à -2° C à 9 heures ; la journée entière sera alors comptée en intempéries
- Il y aura intempérie lorsque la vitesse maximale instantanée du vent sera égale ou supérieure à 60 km/h entre 6 heures et 18 heures ; une demi-journée d'intempéries sera alors comptée.
- Il y aura intempéries de pluie lorsque les précipitations seront supérieures ou égales à 10 mn pendant la journée de travail.
- Il y aura intempéries de neige en cas de chute continue pendant toute la journée de travail.
- Les intempéries de froid, de pluie et de neige seront décomptées jusqu'à la mise hors d'eau et hors d'air du bâtiment. Toutefois, elles pourront être comptabilisées au-delà de cette limite pour les seuls travaux de revêtements de façades, de V.R.D, d'enrobés et d'espaces verts.
- Les intempéries de vent seront décomptées jusqu'au démontage de la grue et pendant les travaux de revêtement de façades.

4.2.3 Par dérogation à l'article 18.3 du C.C.A.G Travaux 2009, les phénomènes naturels ne seront, en aucun cas, considérés comme cas de force majeure susceptibles de donner lieu à une indemnisation par le Maître d'Ouvrage.

4.3 Pénalités pour retard dans l'exécution - Primes d'avances - Autres primes

4.3.1 Pénalités pour retard dans l'exécution

Par dérogation à l'article 20.1 du C.C.A.G., pour les entreprises générales et pour les groupements d'entreprises conjointes, tout retard dans la livraison de l'opération donne lieu, sans mise en demeure préalable, à l'application d'une pénalité fixée à 200 (deux cent) € HT par jour, dimanches et jours fériés non compris.

Les pénalités globales, dans le cas de groupements d'entreprises, sont réparties conformément aux stipulations de l'article 20.6 du C.C.A.G. Travaux 2009.

En complément de l'article 20.1 du C.C.A.G., le maintien final du délai étant subordonné au respect de la cadence ou de l'échelonnement des travaux fixés par le calendrier d'exécution, tout dépassement en cours d'exécution des délais correspondant aux phases de travaux qui y sont figurées, donne droit au Maître d'Ouvrage d'exiger de l'entrepreneur la constitution immédiate d'une provision qui est effectuée par une retenue sur le montant de l'acompte.

La constatation du retard est établie chaque mois par comparaison de l'état d'avancement réel des travaux à l'état d'avancement déterminé par le planning, la date d'origine de ce dernier étant prise égale à celle prescrite pour le commencement des travaux. Pour chaque phase de travaux, en l'absence de précision de cadence au calendrier d'exécution, celle-ci est, pour l'état d'avancement, réputée uniforme dans le délai imparti à cette phase. Le montant de la provision est calculé par application du montant journalier de la pénalité au nombre de jours de retard.

Lorsque, à la suite d'une première constatation de retard, une provision est constituée dans les conditions ci-dessus, son montant est, le cas échéant, au cours des mois suivants, réduit ou augmenté selon la diminution ou l'augmentation constatée du retard de l'entrepreneur.

Pour les entreprises non groupées, les mêmes dispositions sont appliquées, la pénalité globale étant répartie en fin de chantier par le Maître d'Oeuvre, entre les entreprises responsables, au prorata des jours de retard imputables à chaque entreprise.

4.3.2 Primes d'avance

Il n'est pas prévu de prime d'avance

4.3.3 Pénalité pour retard de décompte définitif

Le projet de décompte final est remis au maître d'œuvre en 5, exemplaires dans le délai de 45 jours à compter de la date de notification de la décision de réception des travaux ; si le marché est révisable, dans les 30 jours qui suivent la parution du dernier index.

Par dérogation à l'article 13.3.2 du C.C.A.G., le titulaire subira, par jour de retard calendaire dans la transmission au maître d'œuvre du projet de décompte final, du décompte final et du (des) dossier(s) de récolement stipulés à l'article 10.5, pénalité de 1/3000 du montant du marché correspondant.

4.3.4 Retard aux réunions

Tout retard non motivé du titulaire à une réunion de chantier ou de coordination de sécurité à laquelle il aura été dûment convoqué sera passible de l'application d'une pénalité forfaitaire de 50 € (cinquante euros) H.T.

4.3.5 Absences aux réunions

Si l'entrepreneur ou son représentant agréé (suffisamment qualifié - cf. art. 6.5.1. ci-après) n'assiste pas à un rendez-vous de chantier ou de coordination hebdomadaire de chantier ou ne se rend pas à une convocation à lui adressée par le Maître d'Oeuvre, le Maître d'Ouvrage ou le Coordonateur de Sécurité, il est passible d'une pénalité de 100 (cent) € HT, sauf excuses notifiées avant le jour fixé ou justifiées par un cas de force majeure. Le montant des amendes sera déduit du décompte définitif général de l'entreprise. Cette pénalité sera portée à 200 (deux cent) € HT pour toute absence constatée à la réunion de démarrage ou aux rendez-vous relatifs aux opérations de réception des travaux.

4.3.6 Pénalités pour retard dans la fourniture de documents techniques, plans et notes de calculs

Si des délais sont fixés pour la remise des notes de calculs, carnets de détails, plans de réservations, plans de fabrication ou d'exécution s'ils sont à la charge de l'entreprise, tout retard constaté dans la fourniture de ces pièces sera assorti d'une pénalité d'un montant de 100 (cent) € HT par jour de retard qui sera opéré sur le décompte mensuel, sans mise en demeure préalable.

4.3.7 Délais et retenues pour remise des documents fournis après exécution

En cas de retard dans la remise des plans, et autres documents visés à l'article 40 du C.C.A.G., une retenue de 200 (deux cents) € HT est opérée dans les conditions stipulées à l'article 20.6 du C.C.A.G., sur les sommes dues à l'entrepreneur.

4.3.8 Nettoyage du chantier

Le refus du titulaire d'obtempérer aux injonctions du Maître d'œuvre d'avoir à procéder aux tâches de nettoyage qui lui sont imparties, sera sanctionné par une pénalité forfaitaire de 150 € (cent cinquante euros) H.T. par jour calendaire de retard.

La mise en régie sera prononcée sous un délai de 48 heures en cas de défaillance du titulaire.

4.3.9 Pénalités pour réfection

En cas de dégradations liées à l'intervention de l'entreprise sur le chantier et portant sur des ouvrages ou des prestations ne concernant pas son propre marché, une pénalité égale au coût de la réfection sera appliquée sur le décompte mensuel, sans mise en demeure préalable.

4.3.10 Sécurité et protection de la santé

En cas de non-respect des délais fixés par la présent document aux articles 7.2 et 7.5. ci-après, le titulaire encourt une pénalité fixée à 200 € (deux cent euros) H.T. par jour calendaire, sans mise en demeure préalable par dérogation à l'article 48.1 du C.C.A.G..

4.4 Repliement des installations de chantier et remise en état des lieux

Il est rappelé que les délais impartis englobent le repliement des installations de chantier et la remise en état des lieux.

Il sera du à ce titre le nettoyage général des locaux et abords, l'enlèvement des gravois et la remise en état des extérieurs, voiries, trottoirs, espaces verts, plantations et réseaux divers qui auront été endommagés ou détériorés pendant l'exécution des travaux.

En conséquence, tout retard constaté sur ces opérations est sanctionné comme retard dans l'achèvement des travaux. En cas de retard dans ces opérations, et après mise en demeure, par ordre de service, restée sans effet, il peut y être procédé par le Maître de l'Ouvrage, aux frais de l'entrepreneur, sans préjudice de l'application de la pénalité visée ci-avant.

5 CLAUSES DE FINANCEMENT ET DE SURETE

5.1 Retenue de garantie

Une retenue de garantie de cinq pour cent (5 %) sera prélevée sur le montant de chaque acompte payé au titulaire.

La retenue de garantie peut être remplacée, au gré du titulaire, par une garantie à première demande.

La caution personnelle et solidaire n'est pas autorisée.

Cette garantie doit être constituée en totalité au plus tard à la date à laquelle le titulaire remet la demande de paiement correspondant au premier acompte. **En cas d'avenant ou de décision de poursuivre, elle doit être complétée dans les mêmes conditions.**

La retenue de garantie est remboursée et les établissements ayant accordé leur caution ou leur garantie à première demande sont libérés un mois au plus tard après l'expiration du délai de garantie.

Toutefois si des réserves ont été notifiées au titulaire du marché pendant le délai de garantie et si elles n'ont pas été levées avant expiration de ce délai, le titulaire est libéré de son engagement un mois au plus tard après la date de leur levée.

5.2 Avance

Une avance de 5% sera versée au titulaire des lots conformément à l'article 110 du Décret 2016-360 du 25 mars 2016 lorsque le montant initial du marché ou de la tranche affermée est supérieur à 50 000 € HT et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à deux mois, sauf refus du titulaire indiqué dans son acte d'engagement.

Le délai de paiement de l'avance court à compter de la date de notification de l'ordre de service qui emporte commencement d'exécution des prestations.

Le remboursement de l'avance commence lorsque le montant des prestations exécutées par le titulaire atteint ou dépasse 65,00 % du montant initial du marché. Il doit être terminé lorsque ledit montant atteint 80,00 % du montant initial, toutes taxes comprises, du marché.

Conformément à l'article 135-II du Décret 2016-360 du 25 mars 2016 et dans les mêmes conditions que ci-dessus une avance peut être versée, sur leur demande, aux sous-traitants bénéficiaires du paiement direct. Les limites sont appréciées par référence au montant des prestations confiées au sous-traitant.

6 PROVENANCE, QUALITE, CONTROLE ET PRISE EN CHARGE DES MATERIAUX ET PRODUITS

6.1 Provenance des matériaux et produits

Le devis descriptif fixe la provenance de ceux des matériaux, produits et composants de construction dont le choix n'est pas laissé au titulaire ou n'est pas déjà fixé par les pièces générales constitutives du marché ou déroge aux dispositions desdites pièces.

6.2 Caractéristiques, qualités, vérifications, essais et épreuves des matériaux et produits

Pas de stipulation particulière

6.3 Mentions « ou équivalent »

Conformément au Décret 2016-360 du 25 mars 2016 certaines spécifications définies dans le devis descriptif sont suivies de la mention « ou équivalent ». Cette mention est réputée supprimée dans le marché, le titulaire étant engagé sur les spécifications précisées dans son offre ou à défaut de telles précisions sur celles figurant dans le descriptif.

7 PREPARATION, COORDINATION ET EXECUTION DES TRAVAUX

7.1 Ordres de service

Par dérogation aux dispositions de l'article 3.8 du C.C.A.G. Travaux 2009, il est précisé :

- seront signés par le Maître de l'Ouvrage, l'ordre de service général prescrivant le commencement des travaux, ainsi que tous les ordres de service pour des travaux de caractère général susceptibles d'entraîner une modification, soit en plus, soit en moins, du montant du marché et /ou une incidence sur le déroulement des travaux, ou encore sur la consistance du projet

- seront signés par le Maître d'œuvre, les ordres de service à caractère ou relatifs à la bonne marche des travaux et qui n'auront aucune répercussion directe ou indirecte sur le montant des marchés conclus, ni sur les délais d'exécution
- seront signés uniquement par le Coordonnateur de sécurité les ordres de service destinés à éviter un danger imminent et grave

7.2 Période de préparation - Programme d'exécution des travaux

La période de préparation, d'une durée de 3 (trois) semaines, est incluse dans le délai d'exécution des travaux.

Cette période commence à courir le premier jour suivant la date de notification du marché. Les obligations à satisfaire par l'entrepreneur pendant la période de préparation ne faisant pas obstacle à l'exécution de certains travaux, le délai contractuel d'exécution commence à courir à la date fixée par l'ordre de service d'exécuter les travaux même si cette date se situe à l'intérieur du délai de quinze jours mentionné ci-avant.

7.2.1 Il est procédé, au cours de cette période, aux opérations énoncées ci-après :

- a) Dans le cas d'entreprise générale ou de groupement d'entreprises, par les soins de l'entrepreneur :
 - établissement et présentation au visa du Maître d'Oeuvre du programme d'exécution des travaux, accompagné du projet des installations de chantier, article 28.2 du C.C.A.G.
 - établissement des plans particuliers de sécurité et de protection de la santé (P.P.S.P.S.) après inspection commune organisée par le coordonnateur S.P.S.. Cette obligation est applicable à chaque titulaire (cotraitant et sous-traitant). Les Plans Particuliers de Sécurité et de Protection de la Santé doivent être remis au coordonnateur S.P.S.- dans un délai de 30 jours à compter du début de la période de préparation.
- b) Dans le cas d'entreprises non groupées, les documents visés au paragraphe ci-avant sont établis par l'entrepreneur et soumis à l'acceptation du Maître d'Oeuvre, du Maître de chantier et du coordonnateur de sécurité.

7.2.2 Les documents établis par l'entrepreneur au cours de la période de préparation des travaux sont soumis au visa du Maître d'Oeuvre DIX JOURS au moins avant l'expiration de la période de préparation. Sur le projet des installations de chantier doivent figurer :

- l'emplacement des bureaux de chantier
- la voirie provisoire à réaliser pour les besoins du chantier, les cheminements des véhicules, des engins et des personnes avec indication de sens obligatoires et des protections prévues
- l'emplacement des points lumineux pour l'éclairage du chantier
- l'emplacement des postes provisoires de lutte contre l'incendie
- l'emplacement des centrales à béton, s'il y a lieu, et des stockages d'agréments
- l'emplacement des ateliers de ferrailage, de préfabrication et de coffrage
- l'emplacement des voies et des grues avec indication des périodes de travail et des périodes de transfert ainsi que celui des monte matériaux, s'il y a lieu
- les baraquements ou les lieux de stockage du matériel, des matériaux et des éléments préfabriqués ainsi que les parcs à acier
- les postes de transformation de chantier, les surpresseurs, s'il y a lieu, et les réservoirs et postes d'eau ainsi que le schéma des branchements provisoires
- les locaux de gardiennage
- les installations obligatoires destinées au personnel
- l'emplacement des parkings provisoires
- les zones de mise en dépôt de terres en attente de réemploi ainsi que les zones éventuellement interdites aux entreprises figureront, en outre, sur le plan d'installation de chantier, tous renseignements qui seraient jugés utiles ou nécessaires par les entreprises.

7.3 Plans d'exécution - Notes de calculs - Etudes de détail

Les plans d'exécution des ouvrages et leurs spécifications techniques détaillés sont établis :

- par l'entrepreneur ou l'équipe de maîtrise d'oeuvre à la charge de l'entrepreneur si la mission confiée par le Maître d'Ouvrage à l'équipe ingénierie ne comprend pas l'élément

« exécution ». Dans ce cas, tous les plans établis par ou pour le compte de l'entreprise devront être soumis avant exécution au visa du Maître d'Oeuvre qui les lui retournera avec ses observations éventuelles, au plus tard, 10 (dix) jours après leur réception. Toutefois, pour les documents soumis au contrôleur technique, le maître d'œuvre ne donnera son visa qu'après avoir reçu instruction du représentant du pouvoir adjudicateur sur les suites à donner à l'avis du contrôleur technique.

- par l'équipe d'ingénierie si la mission que leur a confiée le Maître d'Ouvrage intègre l'élément « exécution »
- par l'entrepreneur, pour tout complément qu'il jugera nécessaire et qu'il soumettra avec les notes de calcul y afférentes et les spécifications techniques détaillées au visa du Maître d'Oeuvre qui les lui retournera avec ses observations éventuelles, au plus tard, 10 (dix) jours après leur réception.

7.4 Organisation, sécurité et hygiène des chantiers

7.4.1 Principes généraux

La nature et l'étendue des obligations qui incombent au titulaire en application des dispositions du Code du travail ne sont pas modifiées par l'intervention du coordonnateur en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs, désigné dans le présent marché sous le nom de " coordonnateur S.P.S. ".

7.4.2 Autorité du coordonnateur S.P.S.

Le coordonnateur S.P.S.- doit informer le représentant du pouvoir adjudicateur et le maître d'œuvre sans délai, et par tous moyens, de toute violation par les intervenants, y compris les entrepreneurs, des mesures de coordination qu'il a définies, ainsi que des procédures de travail et des obligations réglementaires en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs sur les chantier. En cas de danger(s) grave(s) et imminent(s) menaçant la sécurité ou la santé d'un intervenant ou d'un tiers (tels que chute de hauteur, ensevelissement...), le coordonnateur S.P.S. doit prendre les mesures nécessaires pour supprimer le danger. Il peut, à ce titre, arrêter tout ou partie du chantier.

7.4.3 Moyens donnés au coordonnateur S.P.S.

7.4.3.1 Libre accès du coordonnateur S.P.S..

Le coordonnateur S.P.S. a libre accès au chantier.

7.4.3.2 Obligations du titulaire

Le titulaire communique directement au coordonnateur S.P.S.:

- le P.P.S.P.S. ;
- tous les documents relatifs à la sécurité et à la protection de la santé des travailleurs ;
- la liste tenue à jour des personnes qu'il autorise à accéder au chantier ;
- dans les 5 jours qui suivent le début de la période de préparation, les effectifs prévisionnels affectés au chantier ;
- les noms et coordonnées de l'ensemble des sous-traitants quel que soit leur rang. Il tient à sa disposition leurs contrats ;
- tous les documents relatifs à la sécurité et à la protection de la santé des travailleurs demandés par le coordonnateur ;
- la copie des déclarations d'accident du travail.

Le titulaire s'engage à respecter les modalités pratiques de coopération entre le coordonnateur S.P.S. et les intervenants, définies dans le document annexé au présent C.C.A.P..

Le titulaire informe le coordonnateur S.P.S. :

- de toutes les réunions qu'il organise lorsqu'elles font intervenir plusieurs entrepreneurs et lui indique leur objet ;
- de ses interventions au titre de la garantie de parfait achèvement.

Le titulaire donne suite, pendant toute la durée de l'exécution de ses prestations, aux avis, observations ou mesures préconisées en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs par le coordonnateur S.P.S. Tout différend entre le titulaire et le coordonnateur S.P.S. est soumis au représentant du pouvoir adjudicateur.

A la demande du coordonnateur S.P.S. le titulaire vise toutes les observations consignées dans le registre journal.

7.4.3.3 C.I.S.C.T. (si l'opération est de 1^{er} catégorie)

L'opération est soumise à l'obligation de constituer un collège interentreprises de sécurité, de santé et des conditions de travail, conforme au code du travail et constitué par le représentant du pouvoir adjudicateur et présidé par coordonnateur S.P.S..

Chacun des entrepreneurs titulaires supportera les dépenses entraînées par l'organisation collective de ce collège à proportion du montant de son marché.

7.4.4 Obligations du titulaire vis à vis de ses sous-traitants

Le titulaire s'engage à introduire dans les contrats de sous-traitance les clauses nécessaires au respect des prescriptions de la loi n° 93-1418 du 31 décembre 1993.

7.5 Mesures d'ordre social - Application de la réglementation du travail

7.5.1 Application de la réglementation du travail

Le titulaire est soumis aux obligations résultant des lois et règlements relatives à la protection de la main d'œuvre et aux conditions du travail.

Le titulaire doit être en mesure de justifier pour lui-même et ses sous-traitants quel que soit leur rang, sur simple demande du représentant du pouvoir adjudicateur, du respect des obligations prévues par les huit conventions fondamentales de l'Organisation Internationale du Travail.

Il devra, sur demande du représentant du pouvoir adjudicateur, communiquer les documents justificatifs et permettre l'accès à l'ensemble de ses lieux de travail et de ceux de ses sous-traitants. En cas d'infraction constatée, le marché pourra être résilié dans les conditions définies à l'article 46.3.1 du CCAG.

En application de l'article D.8222-5 du Code du Travail, le titulaire est tenu de produire tous les six mois jusqu'à la fin de l'exécution du marché, les documents demandés par ledit article.

Dans le cas de groupement, le respect de ces mêmes obligations par les cotraitants doit être assuré à la diligence et sous la responsabilité du mandataire.

En application des articles D.8254-2 à 5 du Code du Travail et avant la notification du marché, le titulaire doit remettre au maître de l'ouvrage la liste nominative des salariés étrangers qu'il emploie et soumis à l'autorisation de travail mentionnée aux articles L.5221-2, 3 et 11 du Code du Travail. Cette liste précise, pour chaque salarié, sa date d'embauche, sa nationalité ainsi que le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail.

La communication de la liste mentionnée à l'alinéa précédent doit être effectuée tous les six mois, jusqu'à la fin de l'exécution du marché.

Le titulaire s'engage à introduire dans les contrats conclus avec des tiers pour l'exécution du présent marché, les clauses nécessaires au respect des prescriptions des articles D.8254-2 à 5 du Code du Travail.

7.5.2 Disposition applicables en cas d'intervenants étrangers

En cas de litige, la loi française est seule applicable. Les tribunaux français sont seuls compétents. Les correspondances relatives au marché sont rédigées en français.

Si le titulaire est étranger et n'a pas d'établissement en France, il facture ses prestations hors TVA. En application des articles D.8222-7 et 8 du Code du Travail, le titulaire, s'il est établi ou domicilié à l'étranger, est tenu de produire tous les six mois jusqu'à la fin de l'exécution du marché, les documents demandés par ledit article.

En application des articles D.8254-2 à 5 du Code du Travail et avant la notification du marché, le titulaire doit remettre au maître de l'ouvrage la liste nominative des salariés étrangers qu'il emploie et soumis à l'autorisation de travail mentionnée aux articles L.5221-2, 3 et 11 du Code du Travail. Cette liste précise, pour chaque salarié, sa date d'embauche, sa nationalité ainsi que le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail.

La communication de la liste mentionnée à l'alinéa précédent doit être effectuée tous les six mois, jusqu'à la fin de l'exécution du marché.

Le titulaire s'engage à introduire dans les contrats conclus avec des tiers pour l'exécution du présent marché, les clauses nécessaires au respect des prescriptions des articles D.8254-2 à 5 du Code du Travail.

La monnaie de compte du marché est l'euro. Le prix, libellé en euros, reste inchangé en cas de variation de change.

Si le titulaire entend recourir aux services d'un sous-traitant étranger, la demande de sous-traitance doit comprendre, outre les pièces prévues à l'article 134 du Décret 2016-360 du 25 mars 2016, une déclaration du sous-traitant, comportant son identité et son adresse.

7.5.3 Gestion des déchets de chantier

Chaque titulaire effectue les opérations de collecte, transport, entreposage, tris éventuels et de l'évacuation de ses propres déchets vers les sites susceptibles de les recevoir, conformément à la réglementation en vigueur.

7.5.4 Travaux modificatifs

En cours de chantier, des modifications peuvent être demandées par le représentant du pouvoir adjudicateur, le maître d'œuvre, le titulaire ou le contrôleur technique. Ces modifications feront l'objet d'une fiche de travaux modificatifs.

Ces fiches de travaux modificatifs seront établies par le Maître d'œuvre lors de réunions de chantier. Dès leur établissement, ces fiches seront diffusées au titulaire, au maître d'œuvre et au représentant du pouvoir adjudicateur. Dans le délai prescrit, le titulaire retournera la fiche complétée par ses soins au maître d'œuvre qui la transmettra avec son avis au représentant du pouvoir adjudicateur. La décision du représentant du pouvoir adjudicateur sera notifiée au titulaire, cette notification vaudra ordre d'exécuter les travaux modificatifs. Les travaux modificatifs acceptés par le représentant du pouvoir adjudicateur seront incorporés dans un avenant au marché.

En cas d'urgence à exécuter les travaux modificatifs ne permettant pas de respecter la procédure définie ci-dessus, le maître d'œuvre pourra prescrire l'exécution de ces travaux par ordre de service. La fiche de travaux modificatifs sera ensuite établie suivant la procédure ci-dessus.

Tous travaux supplémentaires ou modifications qui n'auront pas fait l'objet d'une fiche de travaux dûment acceptée par le représentant du pouvoir adjudicateur ne pourront donner lieu à rémunération supplémentaire.

7.5.5 Modification de projet

Si, avant tout commencement de réalisation de la prestation, le titulaire propose des modifications ayant pour objet de remettre en cause les principes de conception tels que définis dans les marchés de travaux :

- ces modifications doivent être proposées au maître d'œuvre avant le commencement des études d'exécution ou des plans d'atelier et de chantier,
- ces modifications doivent faire l'objet d'une décision formelle de la maîtrise d'œuvre et du représentant du pouvoir adjudicateur.

En cas de non-respect de ces dispositions le maître d'œuvre pourra soit ordonner le respect du marché ou proposer au représentant du pouvoir adjudicateur une réfaction dont le titulaire ne pourra contester la valeur.

7.5.6 Assurances

Dans un délai de quinze jours à dater de la notification du marché et avant tout commencement d'exécution, l'entrepreneur doit justifier qu'il est titulaire :

- **d'une police d'assurance** de responsabilité civile couvrant
 - les dommages causés aux tiers ;
 - la destruction de l'ouvrage en construction ;
 - l'incendie, les dégâts des eaux.

- **d'une police d'assurance** couvrant les responsabilités résultant des dispositions dont s'inspirent les articles 1792 et 2270 du Code Civil.
- **d'une police complémentaire** dans le cas où les garanties offertes par les contrats « individuelle de base » seraient inférieures au montant des travaux.

Le contrôle technique des travaux sera exercé par : *en cours de consultation* auquel les entrepreneurs s'engagent à communiquer, en temps utile, leurs études techniques, plans et notes de calcul.

7.6 Exécution des travaux - Rendez- vous de chantier - Réunion de sécurité

- 7.6.1 Rendez-vous de chantier : Chaque entrepreneur ainsi que l'Agent de liaison ou le Mandataire commun sont tenus d'assister aux rendez-vous de chantier provoqués par le Maître d'Oeuvre ou le Maître de chantier, ou d'y déléguer un agent ayant pouvoir pour engager l'entreprise et donner, sur-le-champ, les ordres nécessaires aux agents de l'entreprise sur le chantier.
- 7.6.2 Réunion de sécurité : L'entrepreneur assistera dans les mêmes conditions que celles prévues à l'article 7.6.1 du présent document aux réunions de sécurité pour lesquelles il aura reçu une convocation du coordonateur de sécurité.
- 7.6.3 Autorisation administrative : Par dérogation à l'article 31.3 du C.C.A.G., l'entrepreneur fait son affaire de la délivrance des autorisations administratives prévues dans cet article.

8 CONTROLE ET RECEPTION DES TRAVAUX

8.1 Essais et contrôles des ouvrages en cours de travaux

Les essais et contrôles d'ouvrages ou parties d'ouvrages prévus par les fascicules intéressés du C.C.T.G. ou le C.C.T.P. seront assurés :

- sur le chantier, par le Maître d'Oeuvre, avec le laboratoire qui y aura été installé, en ce qui concerne les ouvrages ou parties d'ouvrages ci-après : essais de convenance des bétons suivant les stipulations du C.C.T.P. ;
- en usine, par l'entrepreneur, en présence du Maître d'Oeuvre en ce qui concerne les ouvrages ou parties d'ouvrages ci-après : menuiseries extérieures ;
- sur le chantier, par le Maître d'Oeuvre, en ce qui concerne les ouvrages ou parties d'ouvrages ci-après : état de surfaces des sols et murs ;
- sur le chantier, par le Bureau de Contrôle choisi par le Maître de l'Ouvrage, et en présence du Maître d'Oeuvre, en ce qui concerne : les essais des ascenseurs, suivant les stipulations du C.C.T.P.

Les dispositions de l'article 24.3 du C.C.A.G. relatives aux essais et vérifications à effectuer sur les matériaux et produits mis en œuvre, sont applicables à ces essais.

Le maître d'œuvre se réserve le droit de faire effectuer des essais et contrôles en sus de ceux définis par le marché :

- s'ils sont effectués par le titulaire, ils sont rémunérés soit en dépenses contrôlées, soit par application d'un prix de bordereau ;
- s'ils sont effectués par un tiers, ils sont rémunérés directement par le maître de l'ouvrage ; ils sont à la charge du maître d'ouvrage, conformément à l'article 38 du C.C.A.G.-Travaux.

Lorsque le maître d'œuvre présume qu'il existe un vice de construction dans un ouvrage, il peut prescrire les mesures nécessaires conformément aux dispositions de l'article 39 du C.C.A.G.-Travaux.

La fourniture des fluides, combustibles, courant électrique nécessaires aux essais seront à la charge des entreprises.

Avant réception des travaux, les fiches des essais, les Consuels, Qualigaz, les PV de réceptions des services concessionnaires (eau potable, assainissement, EDF, GDF et France Télécom) devront être communiqués au Maître d'Oeuvre ou au maître de chantier. Les modèles de procès-verbaux à compléter pourront être demandés au Bureau de Contrôle Technique. Ces documents devront être communiqués au contrôleur technique et au maître de chantier au plus tard 8 jours avant la date des opérations préalables à la réception

Tout retard dans la remise de ces documents entraînera des retenues identiques à celles fixées à l'article 4.3 du présent C.C.A.P. Elles seront appliquées sur le dernier décompte mensuel sans mise en demeure préalable.

8.2 Réception

Pour l'application de l'article 41 du C.C.A.G. :

- La réception a lieu à l'achèvement de l'ensemble des travaux relevant des lots considérés (dans le cas d'un marché allotis) ou de chaque tranche (dans le cas d'un marché en tranche). Elle prend effet à la date de cet achèvement ;
- Le titulaire chargé d'aviser le représentant du pouvoir adjudicateur et le maître d'œuvre de la date à laquelle ces travaux sont ou seront considérés comme achevés est le titulaire du lot peinture

Postérieurement à cet avis, la procédure de réception se déroule, simultanément pour tous les lots considérés, comme il est stipulé à l'article 41 du C.C.A.G..

La présence de l'entrepreneur aux réunions relatives à la réception des travaux est indispensable sous peine d'application des pénalités prévues à l'article 4.3 du présent C.C.A.P.

8.3 Prise de possession anticipée de certains ouvrages ou parties d'ouvrages

Sans objet.

8.4 Documents fournis après exécution

Les stipulations de l'article 40 du CCAG s'appliquent.

L'entrepreneur remet au Maître d'œuvre, en 4 exemplaires dont un sur CD.

Tout retard dans la fourniture de ces documents sera sanctionné par une retenue fixée précédemment.

8.5 Délai de garantie

Le délai de garantie ne fait l'objet d'aucune stipulation particulière (un an pour l'ensemble des ouvrages à compter de la date d'effet de la réception).

8.6 Garanties particulières

Durée et modalités particulières de ces garanties sont fixées par le C.C.T.P.

8.7 Résiliation pour motif d'intérêt général

Il sera fait application des articles 46, 47 et 48 du C.C.A.G. Travaux 2009.

9 DEPENSES D'INTERET COMMUN - COMPTE PRORATA

9.1 Définition

Lorsque plusieurs entrepreneurs, ayant ou non un lien juridique entre eux, concourent à la réalisation d'un même ouvrage, certains d'entre eux sont amenés à exposer des dépenses dans l'intérêt commun. Ces dépenses sont couvertes par le prix du marché.

9.2 Personne chargée de la tenue du compte prorata

9.2.1 Désignation

Le compte prorata est tenu :

- dans le cas d'entrepreneurs groupés, par le mandataire commun
- dans le cas d'entrepreneurs non groupés, par l'entrepreneur du lot principal ou par l'entrepreneur qui lui est substitué par décision du comité de contrôle.

9.2.2 Attributions

La personne chargée de la tenue du compte-prorata :

- ouvre un compte bancaire distinct
- propose le budget initial et ses modifications
- propose les modalités d'appel de fonds
- établit périodiquement l'état des dépenses et des recettes et le porte à la connaissance des entrepreneurs
- établit le projet de décompte final du compte prorata

9.2.3 Rémunération

La rémunération toutes taxes comprises de la personne chargée de la tenue du compte prorata consiste en un pourcentage déterminé du montant toutes taxes comprises des dépenses imputées au compte prorata hors la dite rémunération.

Ce pourcentage est fixé par accord particulier entre cette personne et le comité de contrôle. A défaut d'accord, ce pourcentage est égal à 10 %.

9.3 Comité de contrôle

9.3.1 Composition et désignation

Le comité de contrôle comportera un nombre impair de membres et, à défaut d'arrangements particuliers, au moins :

- un représentant du ou des lots de structure (gros-oeuvre, charpente....)
- un représentant du groupe des lots de second oeuvre (étanchéité, menuiserie, métallerie, sols, peinture...)
- un représentant du groupe des lots d'équipement (plomberie, électricité, génie climatique, ascenseurs...)

Chaque membre du comité est désigné à la majorité simple des entreprises du groupe qu'il représente. Chaque entrepreneur du groupe dispose d'un nombre de voix proportionnel à l'importance du montant initial de son marché par rapport à la somme des montants initiaux des marchés des entrepreneurs du même groupe.

La personne chargée de la tenue du compte prorata représente le groupe auquel elle appartient.

Le Maître d'Oeuvre peut être invité par le comité de contrôle pour donner son avis.

9.3.2 Attributions

Le comité a pour mission :

- de décider de l'engagement des dépenses communes imprévues
- de contrôler la tenue du compte et, en cas de contestation, d'accepter ou de refuser les factures présentées.
- de statuer sur le solde et le règlement du compte prorata
- et plus généralement de prendre, dans le cadre du marché, toute décision utile à la détermination des obligations de chaque entrepreneur et à la bonne gestion du compte prorata.

9.3.3 Réunions du comité de contrôle

Le comité de contrôle se réunit périodiquement et, en cas de besoin, à la demande de la personne chargée de la tenue du compte prorata.

Les décisions du comité sont prises à la majorité des voix des membres, chaque représentant de groupe disposant d'une voix.

9.3.4 Rémunération

Il n'est pas prévu de rémunération pour les membres du comité de contrôle, à l'exception de celle prévus à l'article 9.2.3.

9.4 Recettes du compte prorata

En début de chantier, il est arrêté par accord entre les entrepreneurs un budget prévisionnel pour le compte prorata de manière à fixer le pourcentage permettant de déterminer l'acompte à verser à la personne chargée de la tenue du compte prorata.

Dans le cas où tous les entrepreneurs ne seraient pas désignés à l'ouverture du chantier, cet accord interviendra lorsque 75 % du montant de l'ensemble des travaux auront été traités.

La personne chargée de la tenue du compte prorata établit les factures ou appels de fonds sur la base des montants des marchés de chaque entreprise pour règlement dans un délai de 30 jours maximum après réception.

Sans qu'il soit besoin d'une mise en demeure préalable, les retards de paiement ouvrent droit pour le créancier au paiement d'intérêts moratoires au taux des obligations cautionnées augmenté de 2,5 points.

Sont inscrites au compte prorata, les recettes provenant de la location ou de la récupération des installations, matériels, etc..., ayant donné lieu à inscription au débit de ce compte.

9.5 Dépenses du compte prorata

Les dépenses d'intérêt commun, lorsqu'elles peuvent être imputées à un lot déterminé, sont mises à la charge de l'entrepreneur titulaire de ce lot. La prestation correspondante, telle qu'elle est décrite dans les documents particuliers du marché ou, à défaut dans le tableau inclus ci-après est réputée rémunérée par le prix du marché.

Dans le cas où une dépense ne peut être imputée à un entrepreneur déterminé, elle est portée au débit du compte prorata

L'affectation ou la répartition des dépenses d'intérêt commun est différente selon qu'il s'agit de dépenses d'équipement, d'entretien ou de fonctionnement.

9.5.1 Dépenses d'équipement

Les dépenses d'équipement, du fait de leur caractère prévisible, sont normalement imputables à un lot déterminé.

Les dépenses d'équipement habituelles sont décrites dans le tableau ci-après qui comprend trois colonnes :

- la première indique la nature de la prestation
- la deuxième désigne le lot qui supporte la dépense (son titulaire est chargé de la prestation correspondante, qu'il en exécute lui-même ou fait exécuter sous sa responsabilité)
- la troisième précise, sous réserve de dispositions particulières du marché, le contenu de cette prestation.

Toute autre dépense d'équipement sera soumise au comité de contrôle qui décidera ou non d'en porter le débit au compte prorata.

NATURE DE LA PRESTATION	LOT	CONSISTANCE DE LA PRESTATION
Prestations extérieures au bâtiment proprement dit		
Charges temporaires de voirie et de police résultant des installations de chantier	Réfection de toiture	Taxes d'occupation de la voie publique. Entretien et réparation.
Branchements provisoires d'eau	Réfection de toiture	Depuis le réseau extérieur, y compris le ou les compteurs, jusqu'aux installations communes de chantier et jusqu'à une distance de 2 m de chaque bâtiment
Branchements provisoires d'électricité	Réfection de toiture	Depuis le réseau extérieur, y compris le ou les compteurs, jusqu'aux installations communes de chantier et jusqu'à une distance de 2 m de chaque bâtiment
Clôtures	Réfection de toiture	Etablissement dans les conditions exigées par le P.G.C.
Panneaux de chantier	Réfection de toiture	Fourniture et mise en place selon la réglementation
Repli des installations provisoires de chantier	Lot chargé de leur installation	Y compris enlèvement des fondations, sauf indications différentes du maître d'oeuvre.

9.5.2 Dépenses de fonctionnement

Sauf disposition contraire des documents particuliers du marché, les communications téléphoniques sont mises à la charge respective des entreprises utilisatrices.

Les dépenses énumérées ci-après sont portées au débit du compte prorata :

- a) les consommations d'eau
- b) les dépenses d'énergies nécessaires aux installations de chantier
- c) les communications téléphoniques non facturées

9.5.3 Dépenses d'exploitation

Sauf dispositions expresses différentes, les dépenses énumérées ci-après sont portées au débit du compte prorata :

- Nettoyage du bureau de chantier et des installations communes d'hygiène.
- Les frais de réparation et de remplacement des fournitures mises en oeuvre et détériorées ou détournées dans les cas suivants :
 - * l'auteur des dégradations ou des détournements ne peut être découvert
 - * la dégradation ou le détournement ne peut être imputé à l'entrepreneur d'un corps d'état déterminé
 - * la responsabilité de l'auteur, insolvable, n'est pas couverte par un tiers
- Les frais de gardiennage, lorsque sa mise en place aura été décidée par le comité de contrôle.
- L'évacuation des déchets prévue en 9.5.4.2.
- Toute autre dépense qui serait portée expressément au débit du compte prorata, soit par les documents particuliers du marché, soit par décision du comité de contrôle.

9.5.4 Prestations diverses

9.5.4.1 Trous - Scellements - Raccords

Les dispositions relatives aux trous, scellements et raccords sont fixées par les documents particuliers du marché.

A défaut les dispositions ci-après sont applicables :

- Les entrepreneurs font connaître en temps utile, aux titulaires des lots concernés, les réservations diverses nécessaires aux travaux de leur corps d'état. Les entrepreneurs concernés font leur affaire des réservations et assument les frais afférents.
- Les entrepreneurs qui auront négligé de faire connaître, en temps utile, leurs besoins ou auront fournis des indications erronées supporteront la charge des travaux nécessaires qui seront effectués par l'entrepreneur concerné, ainsi que toutes les incidences éventuelles sur les prestations des autres corps d'état.
- Chaque entrepreneur effectue ou fait effectuer à ses frais les scellements, bouchages et raccords des réservations nécessaires aux travaux de son corps d'état. Le travail effectué doit correspondre aux matériaux et au stade d'exécution de la paroi au moment de l'intervention.
- En cas de retards ou de modification, les reprises nécessaires sont à la charge de la partie qui en est responsable.

9.5.4.2 Evacuation des déblais, gravois de structure, déchets et emballages

- Déblais :

Chaque entrepreneur procède à ses frais à l'enlèvement et au transport aux décharges publiques des déblais résultant de l'exécution de ses travaux.
- Gravois de structure et déchets :

Sauf dispositions expresses différentes, chaque entrepreneur se charge à ses frais de l'évacuation de ses gravois et déchets jusqu'aux lieux de stockage prévus à cet effet par la personne chargée de la gestion du compte prorata en accord avec le Maître d'Oeuvre.

L'enlèvement des gravois et déchets à partir des lieux de stockage, ainsi que leur transport aux décharges publiques sont effectués par l'entrepreneur désigné par le comité de contrôle ou à défaut par l'entrepreneur de gros-oeuvre. Les dépenses afférentes sont portées au compte prorata.
- Emballages :

Leur évacuation est à la charge du destinataire des matériaux ou matériels emballés.

9.5.4.3 Nettoyage et remise en état

Il n'est pas décompté de prorata au titre du nettoyage de chantier.

Chaque entrepreneur, après chaque intervention en un lieu donné, doit laisser l'emplacement propre et libre de tous déchets.

L'entrepreneur qui lui succède est en droit d'exiger cet état de propreté avant d'entreprendre ses travaux.

Chaque entrepreneur aura la charge de procéder au nettoyage de ses propres ouvrages sauf si les documents du marché attribuent le nettoyage de fin de chantier à un lot déterminé.

9.5.4.4 Les dépenses relatives à l'entretien et à la remise en état des voiries et réseaux divers fournis par le Maître de l'Ouvrage sont à la charge de ou des entreprises auxquelles incombent les dépenses d'établissement et d'entretien des moyens d'accès et des chemins de service nécessaires pour les parties communes du chantier.

9.5.4.5 Chauffage de chantier (préchauffage) : il a pour objet :

a) d'obtenir dans les locaux les températures minimales requises pour la réalisation de certains travaux ;

b) de maintenir dans les locaux réputés achevés une température garantissant la bonne conservation des prestations réalisées.

Il est assuré :

c) pour la ou les périodes visées en a) ci-avant par tous moyens utiles et adéquats, soumis à l'acceptation du Maître d'Oeuvre, installés à titre provisoire par l'entrepreneur chargé de l'organisation collective et matérielle du chantier, lequel assure la conduite et la surveillance des installations de préchauffage.

d) pour la ou les périodes visées en b) ci-avant,

- soit la mise en service des installations que l'entrepreneur du lot chauffage est chargé de réaliser au titre de son marché, le point de départ de la garantie étant celui de la réception. Il assure la conduite et la surveillance des installations utilisées pour le préchauffage lesquelles sont couvertes par une police spéciale contractée par lui pour couverture des risques encourus

- soit, si les installations n'étaient pas suffisamment avancées ou impossibles à mettre en service, de la même façon que précisé en c) ci-avant.

Les frais d'équipement et d'installation au moyen d'appareils provisoires, les frais d'assurance spéciale, les frais de conduite et de surveillance des installations définitives utilisées pour le préchauffage, sont à la charge exclusive du compte des dépenses communes.

10 DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX

Le présent C.C.A.P. déroge aux articles ci-après du C.C.A.G. :

Nature de la dérogation	Articles du C.C.A.G. auxquels il est dérogé	Articles du C.C.A.P. Introduisant ces dérogations
Modalité d'actualisation	11.6	3.4.4
Modification de la période de préparation du chantier	28.1	4.1.2
Phénomènes naturels	18.3	4.2.3
Montant des pénalités de retard dans l'exécution	20.1	4.3.1
Montant des pénalités de retard dans l'établissement du décompte définitif	13.2.2	4.3.3
Suppression de la mise en demeure préalable pour les pénalités afférentes à la période de préparation et aux obligations S.P.S.	48.1	4.3.10
les ordres de service seront visés par le Maître de l'Ouvrage.	3.8	7.1
Autorisation administrative à la charge des entrepreneurs	31.3	7.6.3

A Essert Romand, le 1^{er} mars 2018